



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Ambition Europe

Lettre d'information de la délégation
Auvergne-Rhône-Alpes à Bruxelles



N°117 du 20 mai 2021

UNE

MISE À JOUR DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE



Crédit photo : © x1klima - Flickr CC

La Commission européenne veut renforcer le marché intérieur et tirer les enseignements de la pandémie de Covid-19.

Le 5 mai, la Commission européenne présentait [une mise à jour de sa stratégie industrielle](#) de mars 2020, qui met l'accent sur le fonctionnement du marché intérieur et les leçons de la pandémie. L'Exécutif européen y annonce notamment le lancement au premier trimestre 2022 d'un nouvel instrument d'urgence pour le marché unique. La Commission européenne veut aussi renforcer la mise en œuvre de la directive sur les services, développer les ressources des autorités nationales de surveillance, notamment pour les produits importés et mettre encore plus l'accent sur les PME en stimulant le recours aux régimes de règlements de litiges concernant les retards de paiements notamment.

Le rôle des Projets importants d'intérêt européen commun (IPCEI) est également mis à l'honneur ainsi que celui des alliances industrielles, qui associent des acteurs publics et privés autour d'un projet stratégique comme dans le domaine de la batterie, ou de l'hydrogène. D'autres alliances industrielles sur les processeurs et semi-conducteurs ainsi que sur les données industrielles et l'informatique en nuage sont annoncées, et d'autres envisagées sur les lanceurs spatiaux et l'aviation à émission carbone nulle.

À noter que la [communication de la Commission intitulée « Construire un marché unique plus fort »](#) est assortie d'un [rapport annuel sur le marché unique](#), incluant une analyse microéconomique des 14 écosystèmes industriels et introduisant une série de nouveaux indicateurs de performance pour évaluer les progrès futurs.

Par ailleurs, la Commission européenne présente une première analyse sur [les dépendances stratégiques](#) de l'UE, qui recense 137 produits (représentant 6% de la valeur totale des importations de biens) qui sont fortement dépendants de la production des pays tiers (par ex. les matières premières employées dans le secteur à haute intensité énergétique ou les produits pharmaceutiques). Il en ressort que l'UE est surtout dépendante de la Chine (52% de la part de la valeur des importations de l'UE), suivie du Vietnam (11%), du Brésil (5%), et de la Russie (3%).

La définition de cette autonomie stratégique a fait l'objet de débats au sein de l'Exécutif européen, entre les tenants de l'ouverture commerciale à l'international et les partisans d'une défense plus ferme des intérêts européens. C'est d'ailleurs pour renforcer la défense de ses intérêts commerciaux que la Commission a adopté, le 5 mai également, une « [proposition de règlement](#) relatif aux subventions étrangères faussant le marché unique » qui constitue un élément clé de concrétisation de la stratégie industrielle de l'Union et qui fait l'objet [d'une consultation publique](#) jusqu'au 12 juillet.

NOTRE RÉGION ET L'EUROPE

NOUVELLE GÉNÉRATION D'EUROPE DIRECT EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



**EUROPE
DIRECT**

Le nouveau réseau des Centres d'information Europe direct 2021-2025 compte 48 centres en France dont 6 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Crédit photo : © Commission européenne

La Commission européenne a officialisé [récemment](#) la liste des 424 Centres d'information Europe direct (CIED) opérationnels dans toute l'Europe depuis le 1^{er} mai dont [48 en France](#) incluant 2 en Outre-mer. Les CIED offrent un service gratuit aux citoyens en fournissant des informations et conseils et en répondant aux questions sur l'Union européenne, son fonctionnement, ses actions ainsi que ses financements. Le nouveau réseau, doté d'un rôle et d'un mandat modernisés organisera des dialogues avec les citoyens et des événements participatifs comme par exemple dans le cadre de la [conférence sur l'avenir de l'Europe](#).

En Auvergne-Rhône-Alpes, vous pourrez vous adresser à l'un des CIED suivants : Europe direct [Allier](#), [Cantal](#), [Clermont-Puy-de-Dôme](#), [Drôme-Ardèche](#), [Isère-Savoie](#), et [Lyon Métropole](#).



HYDROGÈNE : LANCEMENT DE L'ACTION PILOTE H2



Le lancement de l'action pilote en faveur du développement de solutions innovantes hydrogène pour des régions à forte intensité de carbone a eu lieu le 11 mai.

Crédit photo : © European hydrogen valleys partnership

Cette action pilote qui repose sur un partenariat interrégional permettra le développement de solutions innovantes fondées sur les technologies de l'hydrogène dans les régions à forte intensité de carbone pour remédier aux effets du coronavirus. Sélectionnée et soutenue par la [DG Regio](#) de la Commission européenne, elle regroupe 16 Régions européennes dont 12 membres du partenariat européen [S3 Hydrogen Valleys](#) co-piloté par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Les Pôles de compétitivité et entreprises de la région bénéficient dans ce cadre de l'accompagnement d'un consultant pendant une année afin de monter des projets pilotes interrégionaux innovants.

NE MANQUEZ PAS LA CONFÉRENCE DIGITAL ALPS !



Villages connectés, infrastructures numériques et réseaux d'acteurs : ces thèmes seront abordés lors de la Conférence *Digital Alps* qui se tiendra les 27 et 28 mai prochains.

Crédit photo : © Digitalalps EUSALP

Après le succès des conférences de 2019 en Vallée d'Aoste et de 2020 à Berne, les acteurs de la digitalisation des territoires de montagne se retrouveront cette année en visioconférence.

Cette conférence est un évènement labellisé [SUERA](#) (Stratégie de l'Union européenne pour la Région Alpine) et sera modérée par les responsables du Groupe d'action 5, dédié au numérique. La conférence permettra de partager les initiatives et les projets mis en place pour améliorer la connectivité et la digitalisation de l'arc alpin. Les travaux porteront sur les infrastructures numériques, l'accessibilité aux services publics ainsi que sur les données ouvertes (open data) dans la région alpine.

Les porteurs du [projet « SMART SME'S »](#) soutenu par le programme INTERREG Espace alpin présenteront leurs conclusions lors d'une conférence dédiée tandis qu'un autre évènement, le **lancement officiel du Réseau SmartAlps** aura lieu le 28 mai à 11h30. Ce réseau entend capitaliser sur les bons résultats du projet [SMARTVillages](#) et continuer le travail dans les régions rurales en matière d'accessibilité des services et notamment de développement de la télémédecine. [L'association ADRETS](#) (Association pour le développement en réseau des territoires et des services), membre du groupe d'action 5 et active notamment sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes présentera enfin les potentialités des données ouvertes dans l'espace alpin.

Pour consulter le programme et s'inscrire, c'est [ici](#).

WEBINAIRE DE PROMOTION DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES AVEC L'ITALIE



Crédit photo : © Conan - Flickr CC

La Région Auvergne-Rhône-Alpes organise, le 3 juin, un webinaire à destination des entreprises de la région souhaitant développer leur activité en Italie du Nord, et des entreprises italiennes intéressées par la région.

Organisé en partenariat avec [Altios](#), [l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises](#), la [Chambre de commerce italienne pour la France à Lyon](#) et la [Team France Export Auvergne-Rhône-Alpes](#), ce webinaire se tiendra de 10h à 17h30 et fera intervenir de nombreux acteurs économiques français et italiens. Après la plénière d'ouverture et un panorama des échanges franco-italiens, une table-ronde sera dédiée à un enjeu stratégique pour la région : le Lyon-Turin. La matinée se poursuivra avec des témoignages d'entreprises implantées en Italie du Nord et en Auvergne-Rhône-Alpes, avant la pause-déjeuner qui s'ouvrira avec un atelier de cuisine en ligne animé par le chef Toto' Li Vigni. L'après-midi débutera avec deux ateliers sectoriels, le premier centré sur le secteur automobile et la région du Piémont, le second sur le secteur des technologies propres et la région de la Lombardie.

Enfin, la dernière séquence s'adressera tout particulièrement aux entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes, avec des informations et des témoignages sur les facteurs clés de succès et les opportunités de financement (aides régionales, programmes européens, etc.).

Le programme complet de ce webinaire (qui bénéficiera d'un interprétariat simultanée franco-italien) et le lien d'inscription seront bientôt disponibles [ici](#).

DÉCRYPTAGE DE LA NOUVELLE PROGRAMMATION 2021-2027 !



Crédit photo : © wfabry - Flickr CC

La Région Auvergne Rhône-Alpes et l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises vous donnent rendez-vous pour un dernier webinaire thématique afin de vous aider à décrypter les nouveaux programmes européens.

Alors que la nouvelle programmation européenne pour 2021-2027 est en cours de lancement, des opportunités de financements vont s'ouvrir pour les acteurs de la région autour des priorités renouvelées de l'Union européenne : l'innovation et la compétitivité, la relance économique et la gestion des conséquences de la crise sanitaire, mais aussi les transitions environnementales et numériques au service du développement de tous les territoires.

C'est dans ce cadre que la Région Auvergne-Rhône-Alpes et [l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises](#) proposent depuis mars dernier une série de webinaires thématiques intitulés « *Ambition 2021-2027 : inscrivez vos projets dans la nouvelle programmation européenne* ». Destinés aux entreprises, académiques, intermédiaires, institutionnels et acteurs économiques de la région, ils

permettront d'explorer, par grands domaines thématiques, les opportunités de financements européens avec une approche transversale allant des programmes d'accès direct à Bruxelles aux fonds européens gérés directement en Région. Après avoir abordé l'industrie et l'innovation, l'environnement et le climat, et le numérique, la culture et les industries culturelles et créatives, la recherche, l'enseignement supérieur et la santé, le dernier thème proposé par la Région et l'Agence sera Energie et Mobilité (28 mai 2021).

Pour vous inscrire, c'est [ici](#).

Pour revoir les webinaires précédents en replay, c'est [ici](#).

MONTAGNE DE DEMAIN : LE PROJET SMART ALTITUDE PRÉSENTE SES RÉSULTATS



La conférence finale du projet se tenait les 10 et 11 mai 2021 à la station des Orres (Hautes-Alpes) dans le cadre de la Présidence française de la SUERA.

Crédit photo : © Interreg Alpine Space

Les acteurs alpins de la montagne se sont retrouvés dans la station des Orres, pour échanger sur des solutions concrètes pour faire face au dérèglement climatique dans ces territoires. Cet événement, organisé par la Présidence française de la [SUERA](#) (Stratégie de l'Union Européenne pour la région Alpine) s'est tenu le 10 mai, la veille du [forum OCOVA](#). Organisé depuis 18 ans, ce forum permet aux acteurs du développement territorial de se rencontrer et d'échanger sur la contribution des technologies numériques au développement de la montagne intelligente et durable de demain.

Le secrétaire d'État chargé de la ruralité, Joël Giraud, était présent afin de clôturer officiellement le projet financé par le programme INTERREG Espace alpin « [Smart Altitude](#) » et d'en présenter les conclusions. Ce projet, dont l'objectif était d'accélérer le déploiement de politiques à faibles émissions de carbone dans les régions à forte intensité touristique hivernale a réuni des partenaires slovènes, suisses, italiens et bien sûr français (Commune des Orres). En plus de la présence de plusieurs élus, de nombreux acteurs privés (Veolia, Orange, RTE...) sont venus présenter leurs visions et les solutions proposées dans le cadre de cette transition aux enjeux multiples : climatiques, mais aussi économiques et démographiques.

La Région Auvergne Rhône-Alpes était représentée par son conseiller délégué aux vallées de montagnes et Vice-président de la Commission permanente du Comité de massif des Alpes qui a insisté sur la transition qui s'annonce. Le ski demeurera en effet un pilier de l'activité touristique, mais une diversification est à venir avec l'importante décarbonation des moyens de transports, avec à terme par exemple la mobilité hydrogène. Des projets de recherche innovants sur la mise en réseau des stations au niveau européen ont été développés, à l'image de l'étude INRAE Transtat sur les stations en transition lancée dans le cadre de la SUERA. Les organisateurs ont mobilisé des acteurs transnationaux afin d'insister sur la dimension européenne de ces enjeux.

Cette manifestation a également été l'occasion d'annoncer les États Généraux de la transition du tourisme en montagne qui se tiendront les 23 et 24 septembre prochain à Grenoble et auxquels la Région sera associée.

INTERREG ESPACE ALPIN : RETOUR SUR CONNECT @PINE SPACE 2021+



Crédit photo : © Interreg Alpine Space

Ces événements thématiques étaient un premier rendez-vous pour s'informer et préparer les premiers appels à projets du nouveau programme.

L'année 2021 marque la transition entre les programmes européens 2014-2020 et les programmes 2021-2027. Dans cette perspective, [le programme INTERREG Espace Alpin](#) a organisé début mai 2021 trois événements thématiques dédiés aux priorités du futur programme, « Connect @Alpine Space 2021+ ». Consacrés à la résilience face au changement climatique dans les Alpes, à l'économie circulaire et à l'innovation sociale, ces trois événements avaient pour objectif de faire un tour d'horizon des grands enjeux autour de ces questions dans l'espace alpin.

Ensuite, à travers des sessions de networking, ces trois sessions ont permis d'envisager des pistes de coopération et de préparer le premier appel à projets qui sera lancé à l'automne 2021. À noter par ailleurs que l'événement de lancement du nouveau programme est prévu les 22 et 23 novembre à Salzburg.

Vous pourrez très prochainement réécouter les enregistrements de ces événements « Connect @Alpine space 2021+ » sur le [site du programme](#).

ACTUALITÉS

SOMMET SOCIAL DE PORTO : UN COUP D'ACCÉLÉRATEUR À L'EUROPE SOCIALE ?



Crédit photo : © Union européenne

Les partenaires réunis le 7 mai se sont entendus sur une accélération de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

Ce sommet sera peut être à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de l'Union européenne. En effet, c'est la première fois que les partenaires sociaux, représentants de la société civile, d'organisations internationales, les Présidents des institutions européennes et les chefs d'État ou de gouvernement des Vingt-sept ont conclu ensemble un accord, en l'occurrence [l'engagement du Sommet social de Porto](#). Ils se sont ainsi mis d'accord sur les 3 grands objectifs du [plan d'action du Socle européen des droits sociaux](#) à atteindre d'ici 2030 : au moins 78% de la population âgée de 20 à 64 ans devrait occuper un emploi, au moins 60% des adultes devraient participer à une formation chaque année, et enfin, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions dont au moins 5 millions d'enfants.

Réunis en réunion informelle le 8 mai, les dirigeants des Vingt-sept ont confirmé leur engagement à mettre en pratique les 20 principes du Socle européen des droits sociaux et ont approuvé le plan d'action de la Commission. Dans la [déclaration de Porto](#), ils s'engagent notamment à réduire les inégalités, le chômage des jeunes, à défendre des salaires équitables, et à lutter contre la discrimination. Ils comptent également accorder une « attention particulière » aux changements liés à la transformation numérique, à l'intelligence artificielle et au télétravail. Un suivi des progrès accomplis en vue des grands objectifs 2030 est également prévu. Enfin les chefs d'État ou de gouvernement ont salué la proposition des partenaires sociaux sur des indicateurs de bien-être au service d'une croissance inclusive et durable.

LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE EST LANCÉE



Conférence
sur l'avenir
de l'Europe

Lors de la journée de lancement, les collectivités locales ont notamment été invitées à prendre part à cet exercice de consultation citoyenne.

Crédit photo : © Commission européenne

Les Présidents des principales institutions européennes ont inauguré [la Conférence sur l'avenir de l'Europe](#) lors de la Journée de l'Europe le 9 mai 2021, organisée au Parlement européen de Strasbourg. À cette occasion, le [Comité européen des Régions](#) organisait un dialogue local à Strasbourg pour discuter de la manière d'associer les collectivités locales à la conférence et de renforcer leur rôle dans l'Europe de demain. Son président, Apostolos Tzitzikostas, a ainsi affirmé : « *Pour moi, notre « maison de la démocratie européenne » repose sur des fondations solides – les autorités régionales et locales –, des murs solides – les États membres – et un toit protecteur – l'Union Européenne. La conférence offre une occasion unique de les renforcer, mais elle ne peut fonctionner que si elle va au-delà de Bruxelles et des capitales.* ».

Une [lettre ouverte](#), approuvée notamment par [Régions de France](#), a aussi été publiée, appelant les dirigeants locaux et régionaux à contribuer à la conférence en organisant des dialogues dans leurs territoires et les invitant à rejoindre le réseau des conseillers régionaux et locaux de l'UE.

Peu avant son lancement officiel, les coprésidents du comité exécutif avaient par ailleurs trouvé un accord sur la composition et le rôle de l'assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il a été ainsi convenu que celle-ci débattera des propositions issues des panels citoyens et de la plateforme numérique et qu'elle transmettra ses propositions au comité exécutif, l'organe de pilotage politique de la Conférence. Celui-ci élaborera ensuite un rapport en collaborant pleinement avec l'assemblée plénière et présentera le résultat final de la Conférence aux présidents du Parlement européen, de la Commission et du Conseil de l'UE. La composition de l'assemblée plénière a également été finalisée : 108 députés nationaux, 108 eurodéputés, 54 représentants du Conseil, 3 représentants de la Commission, 18 représentants du Comité économique et social et 18 du Comité des régions, 8 représentants des partenaires sociaux et 8 de la société civile. Une place importante sera également réservée aux citoyens, qui seront 108 sur un total de 433 membres.

DU NOUVEAU POUR LES VOYAGEURS FERROVIAIRES



Crédit photo : © Jorge Franganillo - Flickr CC

Le 29 avril dernier, le Parlement européen a adopté de nouvelles règles qui devraient faciliter les déplacements des voyageurs ferroviaires.

À l'occasion de la modernisation des droits des passagers ferroviaires, les eurodéputés ont adopté de [nouvelles mesures](#) offrant entre autres davantage de possibilités de réacheminement et de dédommagement en cas de retard ou d'annulation et plus d'espaces réservés aux vélos. Les personnes à mobilité réduite bénéficieront par ailleurs d'une meilleure assistance (communication du détail de leur trajet à l'opérateur 24 heures à l'avance contre 48 heures actuellement, voyage gratuit d'un accompagnant, présence d'un chien d'assistance). [Ce nouveau règlement](#) devrait s'appliquer à partir du 6 juin 2023.

L'EUROPE AU SERVICE DE VOS PROJETS



Vous cherchez un financement dans le domaine de la mémoire européenne ?

Un appel à propositions dans le cadre du programme Citoyenneté, égalité, droits et valeurs a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



LE SAVIEZ-VOUS ?



Crédit photo : © Janelle - Flickr CC

FEU VERT POUR LA MISE SUR LE MARCHÉ DES VERS DE FARINE JAUNE

Dans le prolongement de la validation de l'Agence européenne de sécurité alimentaire, le scoPAFF (Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux) a validé le 3 mai dernier la mise sur le marché européen des vers de farine jaunes séchés.

Premier insecte comestible à accéder au marché européen, le ver de farine jaune se vendra soit entier, soit sous forme de poudre. Aussi qualifié de [nouvel aliment](#), il est considéré comme une source alimentaire saine et nutritive pour ses protéines, minéraux, vitamines, fibres et acides gras et pourra être consommé comme insecte séché sous forme de collation ou se retrouver en poudre dans la fabrication de biscuits ou de produits à base de pâtes. Outre l'intérêt nutritif, l'insecte représente "une source de protéines de substitution pour soutenir la transition vers un système alimentaire plus durable" selon [la stratégie « de la ferme à la table »](#).

SEMAINE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE

Elle a lieu cette année du 24 au 30 mai sur le thème « entre nos mains, notre avenir ».

Des manifestations seront organisées dans toute l'Europe à cette occasion, appelant les jeunes à profiter du lancement des nouveaux programmes 2021-2027, à contribuer à d'autres initiatives et à s'engager pour un avenir meilleur. Dans le cadre de cette semaine, l'Agence Erasmus+ Jeunesse & Sport organise [trois temps forts autour du nouveau programme « corps européen de solidarité » 2021-2027](#).

Pour en savoir plus sur la semaine européenne de la jeunesse 2021, c'est [ici](#).



DICO DE L'EUROPE



CEC, LE CENTRE EUROPÉEN DES CONSOMMATEURS

Le centre européen des consommateurs est à votre écoute pour répondre aux questions que vous vous posez sur vos droits en Europe.

Une question relative à vos droits ou liée à un litige avec un professionnel dans l'Union européenne, en Islande ou en Norvège ? Contactez les juristes du [centre européen des consommateurs \(CEC\)](#) grâce à [l'un de ses formulaires en ligne](#). [Le CEC France](#) situé à la frontière Strasbourg-Kehl est également à votre disposition pour vous aider à résoudre un litige transfrontalier en vous apportant des informations sur [l'accès à un médiateur](#), sur les [procédures judiciaires européennes](#) et en [vous aidant à faire des signalements](#) aux autorités nationales en matière de protection des consommateurs. Co-financés par l'Union, les centres européens des consommateurs ont été [fortement sollicités en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19](#). Ils ont traité 15 000 demandes. Le réseau des CEC (ECC-NET) vous propose d'ailleurs quelques [conseils](#) pour des achats en ligne dans ce contexte de crise sanitaire.



Pour consultez les [anciens numéros](#), rendez-vous sur le site de « L'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes » :

www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)